New York, États-Unis, 13 janvier (Infosplusgabon) - La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel demeure une grande préoccupation, a indiqué, jeudi à New York, l'émissaire des Nations unies dans la région, et a fait savoir que malgré les avancées obtenues l'année dernière dans le domaine politique, l'on a également enregistré une recrudescence inquiétante des attaques menées par Boko Haram.

“Suite au déclin notable dans les attaques menés par Boko Haram au cours du premier semestre de l'année, l'on a enregistré une augmentation du nombre d'incidents depuis septembre dernier, avec une pointe de 143 victimes civiles rien qu'en novembre 2017”, a déclaré Dr Mohamed Ibn Chambas, représentant spécial et chef du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, (Un Office for West Africa and the Sahel, Unowas).

Il a fait état d'une augmentation par cinq du nombre d'enfants utilisés comme commandos suicide par Boko Haram qui est passé à 135 cas en 2017, indique un communiqué des Nations unies.

Rendant compte au Conseil sur la situation au Mali, il a indiqué que les terroristes avaient lancé une attaque complexe contre les positions de la mission multi-dimensionnelle intégrée des Nations unies pour le Mali, (Un Multidimensional Integrated Stabilization Mission, Minusma) à Kidal qui avaient fait un mort chez les casques bleus alors que trois soldats maliens ont perdu la vie en sautant sur une mine anti-personnelle et un autre tué par les terroristes à Niono. En outre, deux attaques séparées contre des postes de sécurité ont été enregistrées au Burkina Faso près de la frontière avec le Mali.

“Les attaques au Mali et celles menées dans la zone où les trois pays, le Mali, le Niger le Burkina Faso, ont des frontières communes, ont été principalement attribuées aux groupes affiliés à Al-Qaida et l’État islamique dans le Grand Sahara”, a souligné Dr Chambas.

Sur la situation au Niger, il a souligné qu'à cause d'un nombre accru d'incidents sécuritaires, le gouvernement a consacré 17 pour cent de ses dépenses publiques pour 2018 au secteur de la sécurité – contre 15 pour pour l'année dernière.

“Cela a provoqué des manifestations dans la capitale du Niger étant donné les conséquences négatives sur la prestation de services sociaux”, a déclaré Dr Chambas.

L'émissaire onusien a indiqué que malgré le fait que 700 personnes enlevées par Boko Haram se soient récemment enfuis, le groupe continue à enlever des personnes et que plus de deux millions de personnes déplacées attendent “désespérément” la fin de cette crise du Bassin du Lac Tchad.

Saluant les efforts des forces multinationales opérationnelles dans la région, il a souligné que la réponse globale pour combattre la menace constituée par Boko Haram dans la région “doit être appuyée par la communauté internationale”.

Dr Chambas a expliqué qu'au Sahel, le Groupe des Cinq (G5) – le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger – avait réalisé des progrès importants en rendant opérationnelle ses forces interarmées et aussi en installant son commandement militaire et les quartiers généraux de la Force à Sevarÿ et en menant sa première opération militaire aux côtés des forces françaises en octobre dernier.

En outre, conformément à la résolution 2391 (de 2017) du Conseil de sécurité, les consultations au sein des Nations unies, de l'Union européenne (Ue) et du G5 se poursuivent en ce qui concerne la conclusion d'un accord technique pour appuyer la force opérationnelle à travers la Minusma.

“Les derniers six mois ont enregistré un progrès dans les efforts visant à relancer l'Uniss”, a déclaré Dr Chambas tout en soulignant qu'un plan de soutien sera partagé avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux en vue d'harmoniser les approches et démarches pour un soutien efficace au Sahel “conformément aux priorités nationales et régionales, le Programme 2030 des Nations unies et le Programme 2063 de l'Union africaine”.

En attendant, il a souligné que la migration était devenue une des activités les plus lucratives pour les réseaux criminels à travers l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

“La lutte contre le trafic d'êtres humains doit continuer à être la priorité en 2018 comme l'a récemment souligné le secrétaire général, Guterres”, a-t-il affirmé.

FIN/INFOSPLUSGABON/AAF/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon